

COUP D'ÉTAT MILITAIRE EN MAURITANIE

Le président arrêté

Le chef de l'Etat mauritanien Sidi Ould Cheikh Abdallahi, premier président démocratiquement élu du pays, a été arrêté hier à Nouakchott lors d'un coup d'Etat sans effusion de sang mené par le chef de la garde présidentielle qu'il venait de limoger.

Ce coup de force des militaires intervient moins d'un an et demi après l'élection présidentielle de début 2007, saluée comme un «modèle démocratique» pour l'Afrique et le monde arabe, et trois ans après un coup d'Etat militaire, en août 2005 qui renversait le président Maâouiya Ould Taya.

«Le général Ould Abdel Aziz, chef d'état-major particulier du président et commandant de la garde présidentielle, démis de ses fonctions dans la matinée, est le meneur du coup d'Etat, en réaction à son éviction» par le président, a déclaré à l'AFP le porte-parole de la présidence, Abdoulaye Mahmoud Ba.

Le président Sidi Ould Cheikh Abdallahi et son Premier ministre Yahya Ould Ahmed Waghf ont été arrêtés hier peu après 9h (même heure GMT) à Nouakchott.

«Des membres de la garde présidentielle ont arrêté le président à sa résidence, et le Premier

ministre à son bureau, ils ont coupé les téléphones de la présidence, et confisqué tous les téléphones de la première dame», a précisé le porte-parole de la présidence. «Cela s'est fait sans violence pour la bonne raison que ce sont des éléments putschistes qui assuraient la sécurité du président», a-t-il encore expliqué.

«Le président de la République Sidi Ould Cheikh Abdallahi avait pris hier matin un décret nommant quelques nouveaux officiers au niveau de la garde présidentielle, de l'état-major national et la garde nationale», a rappelé le porte-parole.

«Ces officiers, trois généraux, ont refusé d'obtempérer à l'ordre présidentiel et sont entrés en rébellion contre l'ordre constitutionnel», a-t-il poursuivi.

Les putschistes, organisés en «conseil d'Etat» dirigé par le général Mohamed Ould Abdel Aziz, ont annulé à la mi-journée ces dernières nominations au



Le président déchu Cheikh Abdellahi.

Photos : DR

sein de l'armée, selon un communiqué. Le texte lu par le ministre de la Communication Abdellahi Salem Ould El Moualla à la télévision d'Etat indique que le décret

sur les nominations présidentielles est «nul et sans effet». Aucune précision n'a été donnée sur la composition de ce «conseil d'Etat». Selon les observateurs,

le général Ould Abdel Aziz serait derrière la fronde des députés et sénateurs qui ont claqué la porte du parti au pouvoir lundi, accentuant la crise politique que connaît le pays.

Un groupe de 25 députés et 23 sénateurs avaient annoncé lundi leur démission collective du Pacte national pour la démocratie et le développement (PNDD), la formation présidentielle.

La radio et la télévision nationales avaient cessé d'émettre hier pendant quelques heures après que des militaires en eurent chassé le personnel.

La situation était calme dans la capitale, où aucun coup de feu ni barrage n'a été signalé. Des militaires étaient positionnés près de la présidence et aux environs des locaux de la radio et de la télévision.

Ancienne puissance coloniale, la France a souligné hier son attachement à la «stabilité» de la Mauritanie, pays pauvre en grande partie désertique, frappé depuis fin décembre par trois attaques de la mouvance d'Al-Qaïda et touché de plein fouet par le choc pétrolier et la crise alimentaire mondiale.

Déjà trois coups d'Etat depuis l'indépendance

La République islamique de Mauritanie a déjà connu trois coups d'Etat depuis son indépendance en 1960.

Le président Ould Cheikh Abdallahi était à la tête du pays depuis sa victoire à l'élection présidentielle en mars 2007, qui avait consacré le retour au pouvoir des civils.

Population



3,1 millions d'habitants en 2005. Les Maures représentent environ 80% de la population, les Négro-Africains 18%. Le taux d'analphabétisme est le plus élevé de la région (50%). En 1989, des violences ethniques ont fait des centaines de morts dans la communauté négro-africaine.

- Capitale : Nouakchott.
- Langue officielle : arabe. Le français est largement pratiqué.
- Religion : Islam (99%). La Charia, instaurée en 1980, n'est pas appliquée.

Défense

15 870 hommes. Entre fin décembre 2007 et début février 2008, la Mauritanie a été fragilisée par trois attaques de la mouvance d'Al-Qaïda, ayant fait sept morts (quatre touristes français et trois militaires mauritaniens).

Situation géographique : 1 030 000 km²

Trait d'union entre le Maghreb et l'Afrique noire, la Mauritanie est un vaste pays en grande partie désertique.

Bordé par l'océan Atlantique, le pays est limitrophe du Sénégal, du Mali, de l'Algérie et du Sahara occidental.

Histoire/Régime

Ancienne colonie française, la Mauritanie accède à l'indépendance en 1960, sous la présidence de Moktar Ould Daddah. Celui-ci est renversé en 1978 lors d'un coup d'Etat dirigé par le colonel Ould Saleck.

En 1984, le colonel Maâouiya Ould Taya renverse le président Mohamed Khouna Ould Haidalla, au pouvoir depuis 1980. Elu à la présidence en 1992, M. Ould Taya sera réélu en 1997 et 2003.

Le 3 août 2005, une junte militaire prend le pouvoir après avoir renversé le régime Ould Taya et engage une transition démocratique marquée par une série de scrutins (référendum constitutionnel, législatives, présidentielle...).

En 2006, adoption d'une nouvelle Constitution instaurant un régime présidentiel. En avril 2007, Sidi Ould Cheikh Abdallahi est vainqueur de l'élection présidentielle.

L'esclavage, pratiqué depuis des siècles, a été aboli en 1980 et a fait l'objet en 2003 d'une loi qui a renforcé la répression, mais il existe toujours dans les faits.



Économie

La Mauritanie est entrée début 2006 dans le club restreint des pays africains producteurs de pétrole avec l'exploitation du champ pétrolier off-shore de Chinguetti, au large de Nouakchott. La production est de 20 000 b/j contre 75 000 b/j initialement prévus.

Le secteur minier (fer, cuivre, phosphates, sel) représente entre 12 et 15% du PIB et 55% des exportations du pays. Pêche, agriculture.

Environ 46% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

Selon le FMI, croissance légèrement en hausse d'environ 6 % en 2007, sans les revenus pétroliers ; l'inflation est passée de 8,9 % à 7,4 %.

Revenu par habitant : 760 dollars en 2006.

Dette : la dette multilatérale a été annulée par les bailleurs de fonds internationaux en 2006.



Le président «fait les frais de mauvaises décisions»

Le porte-parole des parlementaires «frondeurs» en Mauritanie, le député Sidi Mohamed Ould Maham, a affirmé hier à l'AFP que le président Sidi Ould Cheikh Abdallahi, arrêté par des militaires putschistes, avait «fait les frais de ses mauvaises décisions».

«Par sa décision portant éviction des généraux, il s'est attaqué de front à l'armée qui a réagi pour le déposer et, en quelque sorte, il fait les frais de ses mauvaises décisions», a estimé le député d'Atar (Nord).

Sidi Mohamed Ould Maham a lancé un appel aux nouvelles autorités militaires «pour préserver les institutions en place et l'esprit de la démocratie en vigueur». «Le président n'a fait ces derniers temps que bloquer le fonctionnement normal des institutions, notamment le Parlement dont il a empêché une session extraordinaire qui devait traiter de questions importantes pour l'avenir du pays», a-t-il ajouté.